



## CHAPITRE 55

### LOI CONCERNANT LES CERCLES AGRICOLES

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*des cercles agricoles.*

#### SECTION I

##### DE LA FORMATION DES CERCLES AGRICOLES

**2.** Un ou plusieurs cercles agricoles peuvent être Formation  
formés dans toute division territoriale créée pour les fins des cercles.  
de l'établissement des sociétés d'agriculture, et ces cer-  
cles jouissent de tous les avantages et privilèges de ces  
sociétés. S. R. (1909), 1859.

**3.** Il ne peut être établi plus d'un cercle par parois- Nombre de  
se, quel que soit le nombre des municipalités dans une cercles par  
paroisse, ni plus d'un cercle par municipalité dans les paroisse, etc.  
cantons.

Du consentement du ministre de l'agriculture, il peut Cercle dans  
être établi un cercle agricole dans toute paroisse ou mis- certaines pa-  
sion non érigée en municipalité. S. R. (1909), 1860. roisses, etc.

**4.** Le cercle doit avoir au moins vingt-cinq membres. Formalités  
La souscription totale du cercle doit être d'au moins de l'organisa-  
trente dollars et tous les membres du cercle signent une tion.  
déclaration conforme à la formule 1, et la transmettent  
au ministre de l'agriculture, lequel, s'il trouve à propos  
d'autoriser la formation de ce cercle, fait publier sans  
délai un avis de la formation de tel cercle dans la *Gazette*  
*officielle de Québec.*

Le cercle se compose des personnes qui ont signé Composition  
cette déclaration, aussi longtemps qu'elles continuent à du cercle.  
payer une souscription annuelle, et de toutes celles qui,  
à l'avenir, payeront cette souscription annuelle.

Le montant de la souscription annuelle pour devenir Souscription  
membre d'un cercle est fixé à un dollar, mais rien n'em- annuelle.  
pêche ce membre de souscrire volontairement un mon-  
tant plus élevé.

**Distribution de graines, etc.** Si plus de deux dollars sont payés par un membre, le bureau de direction est autorisé à lui donner des graines, engrais ou tout autre objet susceptible de l'aider dans sa culture, pour un montant égal à l'excédent par lui payé. S. R. (1909), 1861.

**Avis de formation.** 5. A partir du jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis de formation du cercle, ce dernier est une corporation sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de (ou de la municipalité de )", suivant le cas).

**Modification du nom d'un cercle.** Il est, en quelque temps que ce soit, loisible au ministre de l'agriculture de changer le nom d'un cercle agricole au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

**Pouvoir de posséder.** Le cercle a le pouvoir d'acquérir et posséder des terrains pour y tenir des expositions, pour y établir une école d'agriculture ou une ferme modèle, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais ne peut posséder plus de deux cents acres à la fois. S. R. (1909), 1862.

## SECTION II

### DE LA RÉUNION DES CERCLES

**Mise en commun de fonds par plusieurs cercles.** 6. Plusieurs cercles, ou un ou plusieurs cercles et une ou plusieurs sociétés d'agriculture peuvent réunir leurs fonds ou partie de leurs fonds pour les fins énoncées dans les articles 16 de la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 54), et 8 de la présente loi. S. R. (1909), 1863.

**Conditions de l'union.** 7. Aucune telle union ne peut être formée à moins que les procédures destinées à l'effectuer, le programme des opérations pour lesquelles elle est faite et le temps de sa durée n'aient été soumis au ministre de l'agriculture et approuvés par lui.

**Nombre des membres en ce cas.** Chaque cercle faisant partie de telle union peut avoir un nombre de membres moindre que vingt-cinq et une souscription moindre que celle ci-dessus fixée. S. R. (1909), 1864.

## SECTION III

### DES OBJETS ET DES POUVOIRS DES CERCLES

**Pouvoir des cercles :** 8. Les cercles ont toutes les attributions conférées aux sociétés d'agriculture par l'article 34 de la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 54), et, en outre, ils peuvent :

**D'acheter des livres, etc. :** 1° Se procurer des livres, revues et journaux relatifs à l'agriculture pour l'usage de leurs membres ;

2° Provoquer et favoriser des essais de culture, d'en- De provoquer  
essais de cul-  
ture, etc.  
grais, de machines et d'instruments d'agriculture per-  
fectionnés; encourager l'étude des meilleures méthodes  
pour l'alimentation du bétail; la production du lait, la  
fabrication du beurre et du fromage et l'assainissement  
et le drainage des terres.

Un cercle ne peut néanmoins tenir, seul, une exposi- Exposition  
d'automne.  
tion d'automne comme les sociétés d'agriculture en  
tiennent ordinairement. S. R. (1909), 1865; 1 Geo. V  
(1911), c. 19, s. 1.

9. Tout cercle agricole peut faire vendre par encan Pouvoir des  
cercles de  
faire vendre  
à l'encan des  
animaux de  
race amélio-  
rée.  
ou autrement, par une personne non porteur d'une li-  
cence, et sans paiement des droits exigés par la loi, des  
animaux de race améliorée, pourvu que les acheteurs  
s'engagent à les garder, dans la circonscription ter-  
ritoriale du cercle, pendant le temps et moyennant les  
conditions que le cercle fixe. S. R. (1909), 1866.

10. Un cercle agricole peut grouper ses membres, Société de  
contrôle des  
vaches lai-  
tières.  
ou une partie de ses membres, en société de contrôle des  
vaches laitières et employer pour ce contrôle un expert  
ou l'un de ses officiers; il peut consacrer ses fonds, en  
tout ou en partie, à solder les frais de ce contrôle du  
consentement du ministre de l'agriculture. Le cercle  
régit cette association et fixe le traitement de ses offi-  
ciers. Il a le droit de percevoir et de toucher les som-  
mes ou contributions que chaque membre de cette asso-  
ciation s'oblige de payer pour défrayer les dépenses de  
l'association. Cette société est formée au moyen d'une Déclaration.  
déclaration dans la forme suivante:

"Nous soussignés, consentons à devenir membres de  
la société de contrôle des vaches laitières de

Cette association sera régie par les directeurs du cer-  
cle agricole de

Nous nous obligeons de payer, chacun de nous res-  
pectivement, annuellement, à ce cercle, une somme de  
\$ pour aider à solder les frais de cette asso-  
ciation.

Cette somme sera payable la moitié immédiatement  
et l'autre moitié dans un an.

Nous nous obligeons de nous conformer aux règle-  
ments que le cercle adoptera pour la régie de cette asso-  
ciation.

En tout temps, les officiers du cercle pourront visiter  
nos étables et nos fermes de cinq heures de l'avant-  
midi à sept heures de l'après-midi et se rendre compte  
du rendement en lait de nos vaches laitières.

Daté à , le jour du mois  
de 19 ."

Composition  
de la société.

Cette association est formée des signataires de cette déclaration et de tous les cultivateurs membres du cercle agricole qui, après la production de cette déclaration, donnent leur adhésion à cette société. Cette déclaration est déposée au bureau du cercle agricole.

Distribution  
de prix.

Le cercle peut accorder des prix aux membres de cette association pour les troupeaux soumis au contrôle de cette société. S. R. (1909), 1866a; 4 Geo. V, c. 15, s. 1.

#### SECTION IV

##### DES FONDS DES CERCLES

Dépense des  
fonds.

**1.1.** Les fonds des cercles, provenant de la souscription des membres et des allocations publiques, ne doivent être dépensés pour aucun objet incompatible avec les dispositions de la présente loi. S.R. (1909), 1867.

Dépense de  
dépendre pour  
rafraîchisse-  
ments, etc.

**1.2.** Tels fonds des cercles ne peuvent être employés pour fins de rafraîchissements, de banquets et de réceptions ou autres dépenses semblables. S.R. (1909), 1868.

#### SECTION V

##### DE L'ORGANISATION DES EXPOSITIONS ET DES CONCOURS DES CERCLES

Organisation  
d'expositions  
et de con-  
cours.

**1.3.** Chaque cercle, union de cercles ou de sociétés et cercles établi comme ci-dessus mentionnée peut tenir de temps à autre, une exposition d'animaux, de produits agricoles et autres objets se rapportant à l'agriculture, de produits de l'industrie domestique et de l'industrie manufacturière et d'œuvres d'art, et organiser aussi un concours pour les terres les mieux cultivées, suivant le programme prescrit par le conseil d'agriculture.

Direction du  
conseil d'a-  
griculture ou  
du ministre.

Le conseil d'agriculture ou le ministre de l'agriculture peut, néanmoins, ordonner ou permettre à tels cercles de faire ce qu'ils jugeront le plus avantageux pour promouvoir les intérêts de l'agriculture. S. R. (1909), 1869.

Prix aux ex-  
positions.

**1.4.** Il est accordé des prix aux expositions pour les meilleurs produits agricoles et industriels exposés, et pour les animaux de ferme supérieurs par leurs qualités économiques ou autres, de la manière prescrite par les officiers et directeurs de chaque cercle, après qu'avis en a été affiché. S. R. (1909), 1870.

Dispositions  
applicables  
aux exposi-  
tions et con-  
cours.

**1.5.** Les dispositions des articles 39, 40 et 41 de la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 54) sont applicables aux expositions et aux concours organisés par les cercles. S. R. (1909), 1871.

SECTION VI

DES ASSEMBLÉES DES CERCLES ET DE L'ÉLECTION DES DIRECTEURS

**16.** Une assemblée générale annuelle des membres de chaque cercle doit avoir lieu le deuxième mardi de janvier et, dans les circonscriptions territoriales où il n'y a point de cercle, une assemblée pour la formation d'un cercle peut avoir lieu le même jour. S. R. (1909), 1872; 5 Geo. V, c. 30, s. 1; 8 Geo. V, c. 33, s. 1. Assemblée  
annuelle des  
cercles.

**17.** Cette assemblée est convoquée par affiches ou criées aux portes des églises, ou en un autre lieu public dans la circonscription territoriale du cercle organisé ou projeté, au moins huit jours d'avance, par ordre du président du cercle, et, en son absence, du vice-président, et, dans les circonscriptions où un cercle n'est pas encore organisé, par ordre du maire ou d'un conseiller d'une municipalité. Convocation  
de l'assem-  
blée annuelle.

Celui qui a ainsi convoqué l'assemblée a le droit de la présider jusqu'à l'élection du président. S. R. (1909), 1873. Présidence.

**18.** A cette assemblée, les membres qui ont payé leurs souscriptions pour l'année courante, au moins une heure avant l'ouverture de l'assemblée, doivent élire sept directeurs choisis parmi eux et nommer un vérificateur. Élection des  
directeurs,  
etc.

Pour pouvoir exercer un droit de vote à cette élection, un membre doit être âgé d'au moins seize ans. S. R. (1909), 1874; 5 Geo. V, c. 30, s. 2. Droit de vote.

**19.** A sa première assemblée qui suit l'assemblée générale annuelle, ou le jour même de l'assemblée annuelle, si tous les directeurs sont présents, le bureau de direction élit un président et un vice-président choisis parmi les directeurs, et un secrétaire-trésorier qui doit être pris en dehors du bureau de direction et qui, après son élection, ne fait pas partie de ce bureau. S. R. (1909), 1875. Élection des  
officiers.

**20.** L'assemblée pour la formation d'un cercle ou pour l'élection des directeurs d'un cercle nouvellement organisé peut avoir lieu en tout temps, après avis publié en la manière indiquée dans l'article 17; mais nul cercle n'a droit à une part de l'allocation pour l'année pendant laquelle il a été organisé, à moins que l'organisation et l'élection des directeurs n'aient eu lieu avant le premier jour de mai de telle année. S. R. (1909), 1876. Convocation  
des assem-  
blées de cer-  
cles en forma-  
tion.  
Proviso.

**21.** Les officiers et directeurs de chaque cercle exercent, pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée Pouvoirs des  
officiers.

annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs, tous les pouvoirs conférés au cercle par la présente loi.

Vacances.

Les vacances qui surviennent d'une élection à l'autre parmi les officiers et les directeurs, sont remplies par le bureau de direction. S. R. (1909), 1877.

Ajournement  
et convoca-  
tion des as-  
semblées, etc.

**22.** Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à la notification par écrit donnée à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président ou du président temporaire, trois jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. S. R. (1909), 1878.

Quorum.

**23.** A toute assemblée quatre membres du bureau de direction forment quorum. S.R. (1909), 1879.

Règlements  
concernant la  
régie interne.

**24.** Les officiers et directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie du cercle et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements soient en harmonie avec ceux publiés par le conseil d'agriculture et soient soumis dans chaque cas à l'approbation du ministre de l'agriculture. S. R. (1909), 1880.

Assemblées  
générales.

**25.** Les directeurs doivent convoquer, chaque année, une assemblée générale des membres de ce cercle à laquelle sont données des conférences sur l'agriculture.

Conférences  
publiques.

Aux conférences qui sont ainsi données, le public est admis.

Suppression  
de l'allocation.  
Rapport de  
l'assemblée  
au ministre.

Le défaut de tenir cette assemblée peut entraîner la suppression de l'allocation provinciale.

Dans les quinze jours qui suivent toute telle assemblée, le président et le secrétaire signent et transmettent au ministre de l'agriculture un rapport indiquant la date de l'assemblée, le nom du ou des conférenciers, les sujets traités et le nombre approximatif des personnes présentes. S. R. (1909), 1881.

Rapport à  
faire à l'as-  
semblée an-  
nuelle.

**26.** Les directeurs doivent rédiger et présenter à l'assemblée annuelle un rapport détaillé de leurs opérations durant l'année expirante, indiquant les noms de tous les membres du cercle, le montant souscrit et payé par chacun d'eux, les noms de toutes les personnes auxquelles des prix ont été décernés, le montant de chacun de ces prix et le nom de l'objet ou de la pièce de bétail pour lequel le prix a été décerné, le nombre et la date des assemblées générales, le nom du ou des conférenciers, les sujets traités et le nombre approximatif des personnes présentes, avec telles autres remarques sur l'agriculture

du comté et les améliorations qui y ont été introduites ou peuvent l'être, que le bureau de direction est en état d'offrir. S. R. (1909), 1882.

**27.** Ils présentent, de plus, à l'assemblée, un état détaillé des recettes et déboursés du cercle pour l'année. S. R. (1909), 1883. État des finances.

**28.** Ce rapport et cet état, une fois approuvés par l'assemblée, sont inscrits dans le journal du cercle tenu à cette fin, et sont signés par le président ou le vice-président, comme étant une entrée fidèle et correcte; et copie de cette entrée certifiée par le président, le vice-président ou le secrétaire pour le temps d'alors est transmise au ministre de l'agriculture le ou avant le premier jour de février suivant. S. R. (1909), 1884; 5 Geo. V, c. 30, s. 3. Transmission des rapport et état au ministre.

## SECTION VII

### DISPOSITIONS DIVERSES

**29.** Afin de rendre plus efficace le contrôle que doivent exercer le conseil d'agriculture et le ministre de l'agriculture sur les cercles, le bureau de direction de chacun d'eux est tenu d'adopter, le ou avant le 1er mars de chaque année, un programme d'opérations pour l'année, et de le transmettre au ministre. Programme des opérations.

Nulle partie des deniers appartenant à un cercle ne doit être employée au paiement d'aucun salaire ou d'aucune allocation, mais il peut être alloué au secrétaire-trésorier une somme n'excédant pas dix pour cent des recettes brutes, pourvu que cette somme n'excède pas soixante dollars, au lieu et place de tout salaire, conformément aux règlements qui peuvent être adoptés par le conseil d'agriculture. Salaires ne peuvent être payés sur les deniers appartenant à un cercle. Proviso.

Les subventions spéciales n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des recettes brutes. S. R. (1909), 1885; 5 Geo. V, c. 30, s. 4; 12 Geo. V, c. 41, s. 1. Calcul des recettes.

**30.** Les cercles sont tenus, sous peine de suspension et même de suppression de l'allocation provinciale établie en leur faveur, de se conformer à tout ce que décide le ministre de l'agriculture et qui n'est pas incompatible avec les règlements adoptés par le conseil d'agriculture, concernant leur rapport, leur état de comptes et leur programme d'opérations. Direction du ministre.

Le programme des opérations de chaque cercle, une fois adopté avec ou sans modification par le ministre, ne peut être changé sans son autorisation. Modification du programme des opérations.

Emploi de la subvention.

Le conseil d'agriculture peut prescrire à un cercle l'emploi qu'il doit faire de la subvention du gouvernement. S. R. (1909), 1886; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 2.

Convocation d'assemblées générales.

**31.** Chaque fois que le président d'un cercle en est requis par écrit par au moins dix membres, il doit convoquer une assemblée générale des membres du cercle, en spécifiant dans l'avis de convocation l'objet de l'assemblée; et il ne doit être question à cette assemblée de rien autre chose que de l'objet pour lequel elle a été convoquée. S. R. (1909), 1887.

Sujet de discussion.

Renseignements à fournir au conseil ou au ministre.

**32.** Les officiers et directeurs des cercles doivent répondre aux demandes, et donner les renseignements que le conseil d'agriculture ou le ministre de l'agriculture peut requérir, par lettre, circulaire ou autrement, concernant les intérêts ou l'état de l'agriculture dans leur circonscription territoriale, et doivent suivre généralement les règlements du conseil et les recommandations du ministre. S. R. (1909), 1888.

Responsabilité et cautionnement du secrétaire-trésorier.

**33.** Le secrétaire-trésorier de chaque cercle est responsable envers le cercle de tous les deniers qu'il a perçus en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant de quatre cents dollars, à la satisfaction du président et du vice-président de tel cercle.

Transmission du cautionnement au ministre.

Il ne peut retirer aucun argent du ministre de l'agriculture sans lui avoir préalablement transmis copie du cautionnement.

Renouvellement du cautionnement.

Le cautionnement du secrétaire-trésorier doit être renouvelé chaque fois que requis par le cercle, et être fait d'après la formule 2. S. R. (1909), 1889.

Décision des contestations d'élections.

**34.** Les contestations d'élections des officiers des cercles doivent être soumises au ministre de l'agriculture qui les décide sans appel.

Nouvelles élections.

Le ministre a droit d'ordonner de nouvelles élections lorsqu'il juge à propos d'annuler les élections contestées, de prescrire la date, le mode et le lieu de convocation de l'assemblée générale des membres et de régler tous les détails de ces nouvelles élections. S. R. (1909), 1890.

Décision des différends entre diverses associations.

**35.** Tous les différends au sujet de quelque matière relative à ces sociétés ou cercles, soulevés entre les cercles ou entre les cercles et les sociétés ou entre les membres et officiers d'un cercle, qui ne peuvent être réglés par eux, sont également soumis à la décision du minis-



tre de l'agriculture, laquelle est finale. S. R. (1909), 1891.

**36.** Dans les cas de contestations et de différends prévus par les articles 34 et 35, le ministre de l'agriculture a le pouvoir d'assigner des témoins de part et d'autre, et de leur imposer une amende en cas de défaut de comparaître; de condamner aux frais la partie en défaut et d'en certifier le montant, qui est recouvrable par action devant tout tribunal compétent. Assignation des témoins.

Cette amende est recouvrable devant tout juge de paix, et doit retourner au cercle partie à telle contestation. Recouvrement des amendes.

La partie requérante, plaignante ou demanderesse doit, avec sa requête, plainte ou demande, déposer entre les mains du secrétaire du département de l'agriculture une somme de cinquante dollars, comme garantie des frais; faute de tel dépôt, nulle requête, plainte ou demande de cette nature n'est recevable. S. R. (1909), 1892. Dépôt par le requérant.

**37.** Chaque cercle a droit à une allocation annuelle de cinquante centins par membre, prise sur la somme de cent mille dollars affectée par l'article 62 de la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 54) au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture, ou sur tout autre crédit voté pour cet objet, et tout membre a, de plus, droit de recevoir le *Journal d'agriculture et d'horticulture de la province de Québec*. Allocation aux cercles.

Néanmoins, aucun cercle ne doit recevoir annuellement, moins de vingt-cinq dollars ni plus de cinquante dollars, outre le *Journal d'agriculture et d'horticulture de la province de Québec*. S. R. (1909), 1893; 5 Geo. V, c. 29, s. 3. Maximum et minimum de l'allocation.

**38.** En sus de l'allocation indiquée dans l'article 37, le ministre peut payer, sur la balance des deniers mentionnés dans l'article 66 de la Loi des sociétés d'agriculture (chap 54) ou sur tout crédit voté pour les cercles agricoles, une subvention à chaque cercle qui possède et garde, au bénéfice de ses membres, un ou des taureaux de race pure, enregistrés, un ou des verrats de race pure, enregistrés, ou qui a accordé une prime au propriétaire d'un taureau de race pure, enregistré, ou d'un verroat de race pure, enregistré, qui ont été gardés pour la reproduction au bénéfice des membres du cercle. Subvention additionnelle, en certains cas.

Le montant de la subvention, ainsi que les conditions à remplir pour la recevoir, sont fixés par règlement du conseil d'agriculture approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cependant, dans le cas où la subvention est basée sur la prime accordée au propriétaire Montant fixé par règlement du conseil d'agriculture.

d'un taureau ou d'un verrat, elle ne peut excéder le montant de cette dernière. S. R. (1909), 1893a; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 3; 12 Geo. V, c. 41, s. 2.

Conditions  
de paiement

**39.** Il ne doit être fait aucune allocation, annuelle ou additionnelle, à un cercle à moins que trente dollars n'aient été souscrits et payés à son trésorier par au moins vingt-cinq membres. S. R. (1909), 1894; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 4.

Paiement de  
l'allocation  
annuelle.

**40.** Les allocations, annuelles ou additionnelles, sont dues et payables à chaque cercle aussitôt que son rapport, son état de comptes et son programme d'opérations ont reçu l'approbation du ministre de l'agriculture, et que le président et le secrétaire-trésorier ou autre officier du cercle ont transmis au ministre une déclaration en la forme mentionnée en la formule 3 attestée sous serment devant un juge de paix, indiquant les membres qui font alors partie de la société dont les souscriptions pour l'année courante ont été payées et sont entre les mains du trésorier.

Époque où  
la déclaration  
doit être  
transmise.

Cette déclaration doit être transmise par lettre recommandée au département de l'agriculture, le ou avant le premier septembre de chaque année, et, si elle n'est pas transmise à cette date ou dans les trente jours suivants, l'octroi pour telle année peut être supprimé; mais il est du devoir du secrétaire du conseil d'agriculture de donner avis, le 1er juillet de chaque année, à chaque cercle, par lettre recommandée et adressée au secrétaire-trésorier de chaque tel cercle, que son octroi pour l'année sera supprimé si la déclaration requise par le présent article n'est pas transmise par lettre recommandée audit département ainsi que statué. S. R. (1909), 1895; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 4.

Avis du secrétaire  
du conseil d'agricul-  
ture aux cer-  
cles.

Ordre de  
paiement des  
allocations.

**41.** Les allocations, annuelles ou additionnelles auxquelles les cercles agricoles ont respectivement droit leur sont payées sur l'ordre du ministre de l'agriculture. S. R. (1909), 1896; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 4.

Paiement des  
dettes de  
sociétés.

**42.** Le ministre de l'agriculture peut appliquer, en tout ou en partie, les allocations, annuelles ou additionnelles, d'un ou de plusieurs cercles organisés dans une division territoriale où il existe une société d'agriculture, au paiement des dettes dues par cette société, au moment de l'organisation de ces cercles. S. R. (1909), 1897; 1 Geo. V (1911), c. 19, s. 4.

**43.** Toute municipalité constituée en corporation Aide par les municipalités. par charte spéciale ou autrement peut octroyer des deniers ou des terres pour venir en aide à un cercle agricole. S. R. (1909), 1898.

**44.** Si un cercle néglige, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la présente loi, le ministre de l'agriculture peut le déclarer dissous, réaliser ses biens et en employer le produit à payer les dettes de ce cercle et se servir de l'excédent de l'actif sur le passif pour encourager des institutions agricoles et favoriser les intérêts généraux de l'agriculture dans le comté où ce cercle existait. Dissolution des cercles en certains cas. S. R. (1909), 1899.

**45.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la présente loi. Exécution de la loi.

## FORMULES

### 1.—(Article 4)

#### *Déclaration de société*

Nous soussignés convenons de nous former en un cercle, en vertu des dispositions de la Loi des cercles agricoles, qui sera appelé "cercle agricole de la paroisse (ou de la municipalité, suivant le cas) ; nous promettons respectivement, par les présentes, de payer au trésorier, annuellement, tant que nous continuerons d'être membres dudit cercle, la somme inscrite en regard de nos noms respectifs, et nous promettons, de plus, de nous conformer aux statuts et règlements du cercle.

Noms	\$	cts

S. R. (1909), 1899, formule A.

## 2.—(Article 33)

## Cautionnement

PROVINCE DE QUÉBEC. }

Nous, , résidant  
dans , et

, résidant dans  
cautions de , secrétaire-trésorier du cercle agricole de , reconnaissons respectivement devoir audit cercle agricole, ce acceptant par son président et son vice-président la somme de quatre cents dollars, pour l'usage et profit dudit cercle;

Et, par les présentes, nous nous obligeons conjointement et solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nous seul pour le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle et entier de la somme ci-dessus mentionnée en conformité de l'article 33 de la Loi des cercles agricoles (chap. 55 des Statuts refondus, 1925).

Le présent cautionnement est fait sous la condition suivante, savoir:

Advenant que ledit  
remplisse et exécute bien et fidèlement tous les devoirs et obligations qui lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-trésorier du cercle agricole de  
et qu'il emploie les deniers mis entre ses mains pour les fins et d'après la manière indiquées par le bureau du direction dudit cercle et conformément à la loi, et qu'il rende un compte fidèle et honnête desdits deniers et de ses opérations comme tel secrétaire-trésorier, alors le présent cautionnement sera nul et de nul effet; mais, dans le cas contraire, il demeurera en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 33 de la Loi des cercles agricoles (chap. 55 des Statuts refondus de Québec, 1925).

Fait et attesté à , ce jour de  
19

(Signatures des cautions.)

Accepté par

A. B.,  
président du cercle agricole, de  
C. D.  
vice-président.

S. R. (1909), 1899, formule B.

## 3.—(Article 40)

*Liste et certificat de souscriptions*

Cercle agricole de

Je soussigné, président (vice-président ou secrétaire-trésorier) du cercle agricole de , déclare sous serment que :

(Donner ici le nom de tous les membres du cercle, leur occupation, leur adresse postale et la somme payée par chacun d'eux en regard de leurs noms respectifs)

membres du cercle, ont payé leurs souscriptions pour la présente année; que cette somme se compose d'espèces et de billets de banque ayant cours en cette province, et non en billets promissoires ou autres valeurs; que sur cette somme jusqu'à ce jour, celle de a été payée à l'acquit d'obligations de ce cercle et qu'il y a maintenant en mains la somme de , étant le produit desdites souscriptions, disponible conformément à la loi.

De plus, je déclare que le secrétaire-trésorier de ce cercle a donné un cautionnement au montant de quatre cents dollars, souscrit par (noms, professions, résidence), qui sont amplement solvables pour ce montant; copie duquel cautionnement est annexée aux présentes.

(Date.)

(Signature.)

A. B.,

président (vice-président ou  
sec.-trésorier).

Assermenté devant moi, à  
ce jour d  
mil neuf cent  
E. F.,  
juge de paix.

}

S. R. (1909), 1899, formule C.

